

DES SIGNES ENCOURAGEANTS POUR L'ECONOMIE

Une inflation considérablement réduite en trois mois, des taux d'intérêts à la baisse : les mesures économiques de janvier portent leurs premiers fruits.

SANDINISME, PERESTROÏKA ET TIERS-MONDE...

Le commandante Tirado analyse les conséquences de la pérestroïka sur le Tiers-Monde et réfléchit sur le socialisme et la pauvreté, l'organisation de l'Etat en temps d'après-guerre et sur le sandinisme et l'Amérique latine. L'entrevue intégrale fera partie d'un numéro spécial, publié à l'occasion du 10ème anniversaire du triomphe de la révolution sandiniste.

**COMMENT LES OUVRIERS AGRICOLES VOIENT-ILS LA
CONCERTATION ?**

Le responsable de l'Association des travailleurs de l'agriculture (ATC) a expliqué, dans un entretien accordé à *Barricada*, comment son organisation aborde la concertation avec les producteurs du secteur agricole.

**OPTIMISME A QUELQUES SEMAINES DE LA CONFERENCE
DES PAYS DONATEURS**

Selon Luis Carrión, ministre de l'économie, le Nicaragua offre maintenant des garanties et peut mobiliser de nouvelles ressources financières.

EN BREF :

UN BILAN EN JUILLET : troisième rencontre internationale de la solidarité à Managua dans le cadre des célébrations du dixième anniversaire du triomphe de la révolution.

407 11481

DES SIGNES ENCOURAGEANTS POUR L'ECONOMIE

par Ricardo Pino Robles

Managua, 6 avril (ANN). Selon les chiffres officiels de début avril, les mesures économiques adoptées par le gouvernement en janvier dernier sont parvenues à freiner fortement la spirale inflationniste pour ces trois derniers mois. Les chiffres de l'inflation sont tombés de 126,6 % en décembre 1988 à 91,8 % en janvier, 45,8 % en février et 20 % en mars. Le ministre du plan, A. Martínez, a estimé que cet indice de 20 % était encore trop élevé et pourrait être un point de départ à un nouveau processus inflationniste.

Mais on rencontre dans la société une confiance plus grande dans la capacité de contrôler l'inflation, confiance qui s'est accrue avec la baisse des taux d'intérêts bancaires directement liée à la réduction de l'inflation.

A la mi-février, le taux d'intérêt pour les crédits du secteur industriel était de 65 %, 91,8 % pour le secteur commercial et 61,4 % pour le secteur agricole. Ces taux ont recommencé à baisser le 1er avril et ils resteront stables durant tout le mois : 26 % pour le secteur industriel, 28 % pour le secteur commercial, 22 % pour le secteur agricole et 17,6 % pour les cultures de grains de base (riz en culture sèche, maïs, haricots rouges, sorgho).

Le seul point noir des sévères mesures de janvier consiste en une éventuelle récession. Une forte pression sociale se fait sentir du fait du chômage urbain, dû à la réduction du budget de l'Etat, à la contraction du pouvoir d'achat, à la fermeture du marché intérieur par la réduction de la demande. Tous ces phénomènes affectent sévèrement les petites et moyennes entreprises industrielles et propriétés agricoles, y compris les coopératives.

Mais le coût social de cet ajustement économique devrait être moindre et ses conséquences moins douloureuses pour les secteurs plus fragiles aux ressources plus faibles, le gouvernement comptant sur des ressources extérieures pour appuyer son programme et en corriger les effets de déséquilibre.

Malgré ces signes positifs, en ce mois d'avril où débute le cycle agricole - il ne faut pas oublier que l'économie repose sur le secteur agro-pastoral - le Nicaragua connaît encore un déficit financier de 250 millions de dollars, qui équivaut au niveau actuel des exportations. C'est à la résolution de ce problème que le pays doit aujourd'hui consacrer ses efforts.

SANDINISME, TIERS-MONDE ET PERESTROÏKA...

Une entrevue avec le commandante Victor Tirado

par Roberto García, Sergio Ferrari et Ricardo Pino Robles

Managua, 2 avril (ANN). Au cours d'une première entrevue avec l'ANN, publiée dans le bulletin du 8 février, le commandante Victor Tirado, membre de la Direction nationale du FSLN, approfondissait la réflexion théorique sur la politique sandiniste et l'unité nationale. Poursuivant ce travail de théorisation, il s'exprime aujourd'hui sur la pérestroïka et ses incidences sur le Tiers-Monde, il réfléchit sur le "socialisme de la pauvreté" et sur les thèmes "temps de guerre, temps de paix" et "sandinisme en Amérique latine".

"La pérestroïka est une révolution en URSS, elle ébranle et transforme les relations internationales. Au cours de cette entrevue, mon propos ne sera pas d'analyser ce que la pérestroïka signifie en URSS mais ses répercussions internationales.

Dans le monde entier, elle a favorisé un climat de détente et de paix. Dans le passé, par exemple du temps de Krouchtchev, on a connu un climat semblable, mais cela n'a pas duré, ce n'était que conjoncturel. Au contraire aujourd'hui, tout paraît indiquer qu'il ne s'agit pas d'un phénomène temporaire. Le gouvernement soviétique a écarté la guerre, la course aux armements, le renforcement de sa capacité militaire comme garant de sa sécurité. Ce pays veut aujourd'hui fonder sa sécurité sur la puissance économique, sur le développement, et non seulement sa sécurité extérieure mais également intérieure.

La bataille entre le système socialiste et le camp capitaliste est perdue temporairement par le socialisme. En d'autres termes le socialisme n'a pu battre le capitalisme développé sur le terrain économique. Les dirigeants soviétiques se sont rendus compte que d'avoir tant investi sur le plan militaire a retardé le développement économique, de même que la centralisation excessive et la collectivisation forcée de l'agriculture. Ils veulent maintenant consacrer au renforcement de l'économie du pays les ressources canalisées auparavant vers l'appareil militaire, transformer l'industrie militaire en industrie civile, mettre la science, la technologie, les ressources humaines au service de la production de biens de consommation. Ce virage est en train de transformer les relations à l'échelle mondiale.

ANN : Quelles en sont les conséquences pour l'Amérique centrale, Amérique latine et le Tiers-Monde ?

V.T. : Si la tension diminue dans le monde et dans les régions, l'aide militaire que l'URSS apportait à certains pays du Tiers-Monde se transformera en coopération

économique, et il est évident que ce changement sera positif. Nous sommes certains que ce changement sera positif. Nous sommes dans un moment où la force d'un pays dépend plus de son économie que de sa puissance militaire. Dans ce contexte de détente, que l'URSS a favorisé en entreprenant unilatéralement son désarmement, les conflits régionaux sont en voie de règlement.

Nous devons consacrer tous nos efforts à la reconstruction et la relance économiques. Trouver des solutions aux problèmes de la dette, de l'inflation, du prix des matières premières, de la stagnation économique, voilà ce qui est à l'ordre du jour. Si nous n'apportons pas de réponses à ces problèmes, nous ne sortirons pas du sous-développement, nous resterons des producteurs de matières premières. Il a été démontré que même les pays producteurs de pétrole, comme le Venezuela et le Mexique, n'arrivent pas à dépasser leurs difficultés sociales et économiques, la solution est dans l'exportation de produits industrialisés.

La pérestroïka favorise les changements politiques, elle ne pourra pas à elle seule les rendre possibles, mais elle les stimule. Ces changements dépendent des situations internes, de l'histoire de chaque pays.

En Amérique latine s'est ouverte une ère de réformes, de luttes parlementaires, électorales, syndicales. La lutte armée n'est pas à l'ordre du jour. Les formes, les méthodes de lutte changent. Les transformations révolutionnaires se sont déroulées jusque-là dans un contexte très tendu, belliciste, dans des régions militarisées. Ces situations absorbent des ressources humaines, financières, techniques et matérielles qui aggravent les problèmes économiques. Nous entrons dans une période où les changements révolutionnaires peuvent surgir dans un climat de paix, de luttes civiques. Il faut donc adapter les stratégies et les tactiques à ces nouvelles réalités sans perdre de vue le but essentiel, la perspective du socialisme, d'un socialisme pluraliste, sans collectivisations forcées, décentralisé. Nous ne prétendons pas l'atteindre avant que la société et son développement économique connaissent un niveau élevé. Il a été prouvé que l'on ne peut impunément sauter les étapes historiques, que l'on ne peut instaurer le socialisme par décret. Ce que nous ne devons jamais perdre de vue est la nécessité d'avancer de façon à ce que le peuple dans sa majorité soit favorisé.

Pour en revenir à la pérestroïka et aux relations entre l'URSS et le Tiers-Monde, il y a deux points importants à signaler: le développement économique est une priorité pour l'URSS et il est vital de mettre fin à la course aux armements préparant d'une guerre nucléaire, ce qui implique un accord avec les Etats-Unis.

Il est clair que, à première vue, l'URSS est disposée à maintenir son aide "selon ses possibilités" aux pays sous-développés, comme le dit le programme du PCUS.

L'URSS n'a pas les moyens d'accorder à des pays comme le nôtre toute l'aide dont ils ont besoin. Sa coopération, dans la plupart des cas, est limitée. Il faut prendre en compte un autre élément : l'URSS n'a jamais ou presque jamais récupéré l'aide accordée aux pays du Tiers-Monde et de plus, cette aide a rarement été suivie de succès économiques dans les nations concernées. Selon la nouvelle conception des dirigeants soviétiques, l'aide doit être assortie de progrès économiques dans les pays qui la reçoivent. En accord avec les idées d'efficacité et de modernisation, les soviétiques considèrent que si eux-mêmes se proposent d'augmenter leur production et leur productivité, les pays qui bénéficient de leur coopération doivent en faire autant. En d'autres termes, l'aide doit être rentable.

Ce qui va être réduit, et dans certains cas supprimé, c'est l'aide militaire. C'est un accord avec les Etats-Unis, les pressions de Washington et les propres intérêts de l'URSS au désarmement, y compris de ses alliés qui déterminent cette nouvelle réalité.

ELABORER DE NOUVELLES STRATEGIES

Le mouvement révolutionnaire et les partis marxistes-léninistes, dans cette nouvelle optique, doivent faire un bilan de leur histoire durant ces 70 dernières années, de leurs expériences, de leurs erreurs, de leurs réussites.

Mais il revient aux communistes soviétiques, en premier lieu, d'entreprendre ce travail, parce que ce sont eux qui ont dirigé ou inspiré l'action des partis communistes et de beaucoup de mouvements anti-impérialistes. Il faut tout soumettre à la critique : les idées enracinées, les traditions sacrées, le marxisme, le léninisme et, comme cela a déjà été fait, le stalinisme qui petit à petit est extirpé. Le marxisme est critique, rien ne l'arrête, c'est pour cela qu'il est révolutionnaire.

De plus, les soviétiques doivent une explication au mouvement révolutionnaire, non seulement parce qu'ils sont en grande partie responsables des erreurs de ce mouvement, mais également parce qu'il faut tirer les enseignements de tout cela, apprendre pour ne pas répéter les erreurs.

Je crois que la pérestroïka est un mouvement irréversible, aussi bien en URSS qu'à l'échelle mondiale, parce qu'il n'y a aucune force ni aucun argument en faveur d'un retour en arrière. Qui peut aujourd'hui plaider pour la course aux armements, pour les conflits régionaux, pour la tension internationale? Les Etats-Unis continuent à regarder avec réserve les changements en URSS, mais l'Europe de l'ouest les applaudit avec enthousiasme. C'est le signe que les Etats-Unis ne se sont pas débarrassés d'un certain nombre d'idées caduques et de la conception d'un système soviétique immuable. Mais chaque mesure unilatérale que prend l'URSS sur le plan militaire brise cette résistance, et petit à petit Washington re-

connaît que le virage pris par Gorbatchev n'est pas conjoncturel ni tactique, mais représente une stratégie à long terme.

AUX ETATS-UNIS AUSSI VIENDRA LE TEMPS DU PLURIPARTISME

D'autre part, tout ce mouvement vers la détente, contre la course aux armements, qui donne la priorité à l'économie, à l'élargissement de la démocratie, va influencer sur les Etats-Unis. Il faudra aussi qu'ils se démocratisent. Dans ce pays, le pluralisme est une fiction. Les Républicains et les Démocrates forment pratiquement un même parti. Leur système politique s'apparente davantage à celui de parti unique qu'au pluralisme. Les minorités sociales, ethniques, politiques, n'ont pas d'expression directe au sein du gouvernement et du parlement. Des hommes politiques aussi brillants et charismatiques que Jesse Jackson ne peuvent prétendre à la présidence ou à la vice-présidence d'un des deux grands partis uniquement parce qu'ils sont noirs. Cela est un indice des limites de cette démocratie, en ce cas pour des raisons raciales. Les élections ne sont pas si libres que s'en enorgueillissent les milieux dominants...

Les Etats-Unis doivent également démocratiser leurs relations avec le monde, et en particulier avec l'Amérique latine. Dans le nouveau contexte, la politique des Etats-Unis fondée sur la force, l'agression, la menace, la répression, le chantage, les blocus financiers et commerciaux, n'a pas d'avenir. C'est un anachronisme, c'est une politique rejetée par le reste du monde et la majeure partie des gouvernements latino-américains.

Ce qui manque jusque-là est que l'Amérique et les pays du Tiers-Monde dessinent une stratégie, une politique propre sur le plan économique et social. Il faut trouver le moyen de nous transformer en producteurs de produits manufacturés, de cesser d'être des vendeurs de matières premières, comme le pétrole, de chercher à renforcer notre démocratie, notre indépendance et agir de façon autonome face aux centres de pouvoir dans le monde, devenir nous-mêmes centre de pouvoir pour être entendus et avoir un poids dans la communauté internationale.

IMPOSSIBLE DE CONSTRUIRE UN SOCIALISME DE LA PAUVRETE

ANN: Cela signifie-il qu'on ne peut construire un "socialisme de la pauvreté" ?

V.T. : Exactement. Le socialisme naît de la richesse, du développement des forces productives, de la science et de la technologie. C'est là qu'entrent en jeu les classes sociales décisives. Il faut savoir que ce n'est pas pour l'an 2000, qu'il faut d'abord créer les bases matérielles. Si nous ne comprenons pas cela, c'est que nous sommes in-

capables de tirer les leçons des expériences d'autres pays, qui ont pensé pouvoir précipiter le processus historique pour atteindre plus vite le but, mais c'est impossible...

ANN: Cette proposition de concertation implique un processus pluriclassiste. N'y a-t-il pas un risque que les secteurs populaires, les ouvriers, les paysans qui s'intègrent au projet stratégique du FSLN n'aient à pâtir de cette lutte entre secteurs, qu'ils aient à affronter une trop longue et dure période ?

V.T. : Je ne pense pas que la situation empire. Prenons comme exemple la réforme agraire. Pour se concerter, il faut un terrain d'entente. Où s'arrête le rôle de l'Etat? où s'arrête le rôle du privé? où s'arrête le rôle des travailleurs? où doit-on établir les limites. L'Etat, dans tous les cas, défendra les conquêtes des travailleurs, leur bien-être. La bataille qui va se mener sera longue.

Pour le moment, le développement économique exige la convergence de tous les secteurs. Dans la crise ou l'abondance, l'Etat va jouer un rôle direct. Quand cela cessera-t-il? A mon avis, avec le développement économique. Peut-être, à ce moment-là, l'Etat ayant joué son rôle de défenseur des intérêts des travailleurs, ceux-ci pourront se défendre tout seuls. Mais je parle d'un avenir à long terme.

Aujourd'hui, on peut gérer les contradictions parce que les travailleurs sont là, ils en sont protagonistes. L'Etat a un rôle important à jouer, et cela, le secteur privé doit le savoir.

TEMPS DE GUERRE, TEMPS DE PAIX : DEUX FORMES DIFFERENTES D'ORGANISATION DE L'ETAT

ANN: Souvent, à l'extérieur, on qualifie le Nicaragua d'Etat fort, et même excessivement fort. Qu'en pensez-vous ?

V.T. : Cela nous a été imposé, nous ne l'avons pas voulu ainsi. Quand un pays sous-développé fait une révolution, il doit se doter d'un Etat plus fort que la base socio-économique sur laquelle il s'appuie, ceci pour défendre les intérêts stratégiques des travailleurs. Dans notre cas, il s'agit d'assurer l'avenir du projet sandiniste tel qu'il s'est dessiné en 1963 et tel que Sandino l'a pensé. Cela peut exiger la construction d'un Etat casi au-dessus de la société civile, un Etat fort comme il nous a été imposé ici ou à Cuba, en Angola et dans d'autres pays révolutionnaires du Tiers-Monde. Il est nécessaire de structurer une force militaire pour contrer l'agression. Ce type d'Etat peut persister pendant des années, il est intrinsèquement lié aux pressions, aux agressions extérieures que subit la révolution.

ANN: Un Etat fort peut comporter des dangers. Quelles sont les limites à son maintien ? Qu'est-ce qui viendra transformer la logique sur laquelle il se fonde ?

V.T. : Pour que le pouvoir de l'Etat diminue, il faut un climat de paix. Il faut être bien conscient des étapes à franchir pour pouvoir rendre à la société civile son rôle, pour qu'elle puisse se développer en harmonie avec la structure économique et sociale.

ANN: Jusque-là au Nicaragua, on n'a pas beaucoup théorisé sur cette question de l'Etat en temps de paix. Comment pourra-t-il s'organiser ?

V.T. : Il y a déjà des analyses théoriques. Un Etat capitaliste s'organise en fonction de la défense des intérêts de la bourgeoisie, ceci sans avoir besoin de se mêler de la gestion des entreprises. On peut dire, par exemple, que le remplacement de Reagan par Bush ne va rien changer là-bas, l'organisation de l'Etat va rester globalement la même. Selon leur conception de la démocratie, ils n'ont aucun besoin de changer la structure économique, et l'Etat n'a pas à la gérer.

Celui qui assume la présidence continue à défendre les mêmes intérêts de classe. Il dispose d'un instrument, l'armée, pour défendre ses intérêts à l'étranger et non à l'intérieur. L'Etat peut exister sans contrôler un seul secteur économique, il se maintient pour veiller sur la sécurité nationale et sur ses intérêts à l'étranger. La tendance actuelle dans le monde démontre que des Etats peuvent être organisés sans se mêler de gestion, dirigeant seulement l'appareil juridique et militaire. La production est répartie entre les différents secteurs économiques. Ce type d'Etat est très bien huilé, il n'appelle pas de grands changements. Au contraire, l'Etat socialiste, l'Etat d'un type nouveau qui oeuvre pour la libération nationale, ne peut partager cette conception s'il veut réaliser son projet. L'expérience prouve qu'il doit alors exercer un contrôle sur tout.

Sur le continent latino-américain, il y a des secousses en permanence, des coups d'Etat, un gouvernement en remplace un autre, on nie la légitimité des élections. Tous nos pays connaissent ces désordres, provoqués par des facteurs extérieurs. Comment se peut-il que 160 ans après l'indépendance nous ne soyons pas parvenus à une forme démocratique d'organisation de l'Etat? Il y a eu tellement d'expériences, en Europe occidentale, en URSS avec la Révolution d'octobre, aux Etats-Unis...

ANN: Au Nicaragua, y a-t-il eu des erreurs, depuis la révolution, dans la conception sandiniste de l'Etat ?

V.T. : Je parle de l'Amérique latine en général, le Nicaragua n'est pas en dehors de la réalité du continent. De plus, l'agression nous a obligé à renforcer l'Etat au prix du développement économique. La politique des Etats-Unis nous a conduit à cela, il nous a fallu défendre nos

conquêtes qui entraînent en contradiction avec leurs intérêts. Cette contradiction se situe plus au niveau géopolitique qu'économique car les Etats-Unis n'avaient pas de gros investissements ici.

ANN: Ainsi, ce qui les inquiète, c'est "l'exemple sandiniste" ?

V.T. : Bien sûr, c'est leur hantise. Si notre exemple se propage en Amérique centrale, il peut aussi se propager en Amérique latine. Une région est plus forte qu'un pays isolé comme le Nicaragua. Les Etats-Unis ont peur que notre modèle s'étende dans l'isthme et déséquilibre par exemple le Costa-Rica. Le projet sandiniste tire sa force morale et politique de l'Amérique centrale. C'est cela qui effraie les dirigeants des Etats-Unis, et non pas l'éventualité d'une base militaire soviétique, ni un possible déséquilibre militaire dans la région. Notre projet porte en germe l'indépendance économique, il rend possible une remise en cause de la dette extérieure qui est actuellement sur le tapis, il rend possible d'exprimer nos propres propositions.

Cela n'a rien à voir avec une expansion soviétique - et les Etats-Unis le savent bien. Ceux qui ne l'ont pas compris clairement, ce sont les gouvernements centraméricains. Ils se trompent sur la pérestroïka qui provoque de grands changements dans le monde, ils ont peur d'être confrontés au projet sandiniste avec sa stratégie propre, sa viabilité, ses répercussions. Jusqu'à quand Bush suivra-t-il la ligne de Reagan? Jusqu'à ce que nous nous "démocratisions" selon leur critère de la démocratie? Pour eux, démocratie signifie reddition, sujétion totale à leurs intérêts.

SANDINISME ET AMERIQUE LATINE

ANN: Peut-on considérer que la révolution représente pour cette décennie ce que la révolution cubaine a représenté pour les avant-gardes révolutionnaires des années 60 sur le continent, non pas en tant qu'avant-garde armée mais en tant que modèle viable de développement indépendant et intègre? Cela peut-il inciter d'autres nations latino-américaines à suivre cette voie ?

V.T. : C'est une évidence. Nous ne considérons pas le sandinisme comme une avant-garde qui prendrait en charge la révolution en Amérique latine, ce serait une erreur, mais comme une force influente, un exemple, une référence morale, une référence d'indépendance, toutes valeurs que les pays d'Amérique latine ont en commun. Nous ne pouvons pas être une avant-garde pour l'Argentine ou le Chili.

Le sandinisme n'est pas une "recette" qui s'exporte, mais il est étudié aujourd'hui comme doctrine d'indépendance économique, il peut recevoir des apports, il est déjà sorti du Nicaragua. Certains disent qu'il ne peut s'appliquer qu'au Nicaragua, d'autres mettent en valeur les points

communs avec d'autres pays. Si dans les années qui viennent l'Amérique latine forge son unité, on aura la preuve de la vigueur du sandinisme.

Il a mis en relief les similitudes, les convergences de situation. Quelles autres doctrines en ont fait autant en Amérique latine? Exceptée celle de Bolivar, je n'en vois pas d'autres. La doctrine de Suarez par exemple est valable exclusivement pour le Mexique.

Le sandinisme est né dans les années 20 et il a rejailli sur toute l'Amérique latine, parce que la défense de la révolution nicaraguayenne et la lutte contre les Yankees qu'a soutenue Sandino sont une oeuvre latino-américaine. Sandino le disait et ne se trompait pas.

ANN: Le sandinisme comme preuve de viabilité...?

V.T. : Oui, car il prend en compte les intérêts de tous les secteurs anti-impérialistes, c'est l'essence même de cette idéologie : étendre la démocratie aux exclus, aux travailleurs, avec une participation la plus ample possible, une démocratie directe.

ANN: Mais l'avancée des revendications sociales pour l'ensemble de la société a été durement freinée par l'agression durant les huit dernières années. Cela n'a-t-il pas affaibli sensiblement le projet révolutionnaire sur le plan des améliorations et des conquêtes sociales ?

V.T. : Oui, c'est notable dans le secteur de l'éducation et de la santé. La volonté de Reagan était d'en finir avec notre révolution. Il fallait que le peuple ne puisse pas constater les progrès en matière de santé, d'éducation, pour que la révolution ne se renforce pas, pour que l'exemple du Nicaragua indépendant n'attire pas l'attention des autres pays. Une chose m'étonne: l'indépendance économique est un thème permanent dans les forums, dans les discours, sur le papier, mais quand il s'agit de démontrer la viabilité de ce projet, on se retrouve isolé, et même en butte aux pressions.

Les intérêts propres du continent latino-américain n'ont pas encore été définis, mais je pense qu'ils le seront d'ici la fin de ce siècle. Et ce ne sera pas notre oeuvre mais celle des politiques impérialistes, des pays développés de l'ouest, tels que les pays de la CEE. Pourquoi ? parce que eux se sont regroupés, et qu'il ne nous reste plus qu'à en faire autant. C'est vers cela que nous devons aller. Les faits nous y obligent. Par force, pour la première fois l'Amérique latine devra négocier dans l'unité face aux grandes puissances.

La question économique marquera la fin du 20ème siècle. Le principal axe de discussion ne sera pas la guerre, les armées, la question militaire, mais l'économie. Ils ne nous permettront pas de négocier pays par pays. C'est une lutte et en face de nous nous avons le FMI, le Japon, le Marché commun européen et les Etats-Unis. Le mou-

vement actuel en Amérique latine est positif, il faut savoir l'interpréter. Les signes pouvaient déjà s'observer dans les années 50, et la révolution cubaine a apporté une nouvelle dimension. Cette démocratie a provoqué l'émergence d'une série de régimes militaires et de coups d'Etat destinés à éviter la multiplication de l'exemple cubain.

Aujourd'hui, il est nécessaire d'être à l'écoute du processus démocratique, de l'ouverture, il faut les mettre en oeuvre, les renforcer. Nous vivons un moment important de l'histoire de l'Amérique latine.

ANN: Cette conception de l'unité, entre des pays et des régions, signifie-t-elle que le mouvement des non-alignés en tant qu'expression politique du Tiers-Monde jouera dans les prochaines années un rôle beaucoup plus important que jusque-là ?

V.T. : Il doit le jouer. Le projet des non-alignés doit se consolider autour de ces points cruciaux: que faire pour se développer? que faire durant la dernière décennie de ce siècle? que faire pour les masses? qu'a-t-on à offrir aux peuples? il faut débattre de la question économique. Le mouvement des non-alignés est l'instrument le plus important du Tiers-Monde, il a défini une stratégie pour un nouvel ordre économique mondial.

Cela représente pour le Tiers-Monde un cadre légal de lutte, reconnu et approuvé par les Nations Unies, mais qui n'a pas été suffisamment utilisé jusque-là faute de moyens.

COMMENT LES OUVRIERS AGRICOLES VOIENT-ILS LA CONCERTATION ?

par Luis Valverde (repris de *Baricada* du 1er avril 1989)

Managua, 1er avril (ANN). Le débat suscité par la concertation, après avoir été à l'ordre du jour chez les ouvriers de l'industrie, a gagné ceux de l'agriculture. Nous vous proposons un entretien sur ce thème avec Edgardo García, secrétaire général de l'Association des travailleurs de l'agriculture (ATC), dont les adhérents sont plus de 65'000.

E.G.: nous, les travailleurs de l'agriculture, nous pensons que la concertation n'est pas autre chose que la volonté du gouvernement de reprendre et de développer le projet d'économie mixte, qui a stagné à cause de la guerre.

Il faut se rappeler que le triomphe de la révolution a ouvert un espace d'unité nationale pour que tous les secteurs économiques et sociaux, sans distinction de religion ou d'idéologie, participent à la reconstruction.

Cependant, quand l'Administration Reagan est arrivée au pouvoir, et nous a déclaré la guerre, certains gros producteurs se sont désintéressés de la production, les uns parce qu'ils ont mis tous leurs espoirs dans la victoire de la Contra, et d'autres parce qu'ils ne voulaient pas investir en temps de guerre. Seuls les petits et moyens producteurs, en concertation avec l'Etat et avec les ouvriers agricoles, ont fait face aux tâches de la production, pour continuer à exporter et pour produire de quoi nourrir le peuple.

Maintenant que la Contra est pratiquement hors de combat et que les travailleurs se disposent à consolider le projet révolutionnaire, l'Etat - qui est notre représentant - offre une nouvelle chance de participer au redressement économique aux producteurs sceptiques et à ceux qui ont suivi la politique de Reagan.

Concrètement, la concertation est la tâche qui - en marge des intérêts politiques - va permettre au Nicaragua de s'en sortir par la participation de tous les secteurs économiques et sociaux.

Barricada : La concertation repose sur le trinôme travailleurs / Etat / producteurs. Quelle est la position de l'ATC tout d'abord quant au secteurs propriété du peuple (terres nationalisées) et ensuite quant aux producteurs privés ?

E.G.: Nous avons deux positions bien différenciées. Pour ce qui est du secteur propriété du peuple, nous nous sommes prononcés pour l'approfondissement de la participation ouvrière, afin de développer ce schéma de propriété sociale au moyen de la discussion et du renforcement des plans économiques, dans le but de créer et de garantir le plein emploi des travailleurs agricoles. La première action dans ce sens est déjà à l'oeuvre dans les unités de production de l'Etat (UPE) et consiste à prendre soin des moyens de production. Nous agissons également pour consolider l'unité de tous les travailleurs, y compris les techniciens et les cadres professionnels, pour avancer les plans de production, et cela au bénéfice de toute la société.

En ce qui concerne les producteurs privés, il y a une différence entre ceux qui ne nous ont pas abandonnés et ont respecté scrupuleusement les lois révolutionnaires et les droits des ouvriers et ceux dont le comportement a été inverse. Avec les premiers, nous continuerons à coopérer, à faire des efforts pour la production et à entretenir avec eux des bonnes relations, ce qui profite à tout le monde, à eux, à nous et au pays. Avec les autres, comme toujours, nous allons continuer à surveiller la maintenance des moyens de production, et surtout nous allons être très vigilants sur les tentatives de décapitalisation. Nous avons également l'intention de faire pression pour qu'ils investissent dans les domaines qui créent des emplois et rapportent des devises au pays.

Barricada : Y-aura-t-il concertation avec les petits et moyens producteurs ?

E.G.: Avec eux, la concertation a toujours existé. La meilleure preuve de ce pacte c'est que le gouvernement leur offre de l'argent pour qu'ils produisent. Cet argent, le gouvernement aurait pu le donner aux ouvriers sous forme d'aides sociales diverses. Ces producteurs doivent bien comprendre que, alors que la situation économique est extrêmement difficile, nous sommes en train de nous sacrifier pour qu'ils bénéficient de crédits à faible intérêt.

Barricada : Les conventions collectives sont la première revendication de l'ATC. Quel rôle peuvent-elles jouer dans un processus de concertation ?

E.G.: Les conventions collectives sont pour nous la pierre angulaire du processus de concertation. Celui-ci devra se développer selon trois points fondamentaux: que les profits des producteurs soient investis dans le secteur social et productif, que l'on respecte le droit des ouvriers à participer à la gestion des entreprises, que l'on garantisse un salaire minimum permettant aux travailleurs d'acheter vingt produits de base en temps de récolte et huit en dehors.

Les conventions collectives établissent les droits et les devoirs des travailleurs et des employeurs. Si ces derniers respectent les règles du jeu, nous pourrions nous entendre sur la base du respect mutuel.

Barricada : L'ATC a-t-elle confiance dans les producteurs qui ont boycotté la production ?

E.G. : Ces producteurs éveillent beaucoup de méfiance chez les ouvriers agricoles, qui avaient connu la faim et produit le café et le coton à la sueur de leur front. L'an dernier, les frères Ofilio et Ramito Gurdian (ce dernier est vice-président du Conseil supérieur de l'entreprise privée et fait partie du Directoire de la Coordination démocratique nicaraguayenne, ndlt), propriétaires dans la Région II, ont tenté de se servir de centaines d'ouvriers agricoles du coton comme d'un moyen de pression contre le gouvernement. Ils refusaient de déboursier un seul centime pour les travailleurs et auraient voulu que ce soit l'Etat qui le fasse.

Je crois que ces producteurs ont désormais perdu leur confiance en l'Administration étatsunienne et qu'en ce moment ils cherchent à gagner la nôtre. Les travailleurs de la campagne sont des gens concrets. Nous croyons les faits et non les paroles. Nous leur ferons confiance quand ils adopteront une attitude, non pas révolutionnaire, mais de bons producteurs.

Avec ceux qui ont toujours maintenu leurs activités nous avons discuté des investissements, nous nous sommes mis d'accord sur les questions de salaires et sur d'autres problèmes. Ça, ce sont des faits.

Barricada : Quelles entreprises du secteur agro-pastoral sont sujettes à concertations ?

E.G. : Nous pensons que les propriétés non cultivées ou à l'abandon, quelles soient d'Etat ou privées, doivent être remises en état de produire et, par conséquent, sont objet de concertation.

Barricada : Pouvez-vous donner des exemples concrets de concertation ?

E.G. : Jusqu'à présent, l'ATC a participé surtout à des concertations par secteurs et avec certains producteurs qui se reconvertissent, en particulier dans les oléagineux. Par exemple, l'entreprise *Mantica* réduit ses surfaces consacrées au coton pour faire de la canne à sucre. Mais la canne a besoin de moins de main d'oeuvre. Nous sommes en discussion avec les patrons pour que l'entreprise investisse dans d'autres cultures comme le sésame, le soja, pour préserver les emplois, cela bien sûr en respectant leur convenance.

OPTIMISME A QUELQUES SEMAINES DE LA CONFERENCE DE PAYS DONATEURS

Managua, 6 avril (ANN). Le gouvernement nicaraguayen a de bons espoirs quant aux résultats de la "conférence des pays donateurs" qui aura lieu à Stockholm (Suède) en mai prochain, selon les déclarations de Luís Carrión, ministre de l'économie, de l'industrie et du commerce.

Au cours d'une rencontre avec la presse étrangère, Luís Carrión a informé que "le gouvernement suédois a eu l'initiative de cette conférence qui réunira plusieurs gouvernements européens et aura pour objectif de mobiliser des moyens financiers en faveur du Nicaragua". Le ministre de l'économie a signalé que des gouvernements non européens ont également été invités et a admis la possibilité que soient présents des représentants d'organismes financiers internationaux (FMI, Banque mondiale, etc).

"Nous sommes optimistes quant aux résultats, a déclaré le dirigeant sandiniste, car nous allons à cette conférence après avoir mis en marche un plan de redressement dont nous pourrions présenter les résultats concrets. Nous n'allons pas à Stockholm les mains vides et seulement pour demander de l'argent. Les effets de notre action sont visibles, malgré les pronostics que certains faisaient: inflation très ralentie, dépenses publiques réduites, changement général dans la situation politique" a ajouté Luís Carrión, qui a cependant signalé que le danger d'hyperinflation n'est pas encore écarté.

Interrogé par l'ANN sur la question de savoir si le gouvernement espérait trouver de quoi combler le trou de 250 millions de dollars annoncés dans le budget 1989, le

ministre a répondu: "C'est notre espoir, mais nous savons que cela ne va pas être facile. Pourtant, nous espérons approcher de ce montant". Luís Carrión a signalé que le prochain voyage de Daniel Ortega en Europe à la fin du mois d'avril a entre autres pour but de préparer les conditions de la conférence. On a su de source officielle que le président se rendra dans huit pays, en particulier en Espagne, en France, en Angleterre, en Italie et dans les pays d'Europe du nord.

La Suède, qui accueillera la conférence au début du mois de mai, est jusqu'à présent le seul pays à avoir soutenu par une aide de quatre millions de dollars le plan de relance mis en oeuvre en janvier. Par ailleurs, la Suède est parmi les pays européens qui, au cours des dix dernières années, ont envoyé le plus d'aide économique au Nicaragua, de façon régulière et systématique. C'est ainsi qu'elle a financé des projets de grande envergure concernant par exemple les mines, le bois et la recherche.

"Nous avons besoin d'argent frais, de devises liquides" a rappelé Luís Carrión, qui s'est également référé aux conséquences de l'embargo décrété en 1984 par les Etats-Unis et aux effets pervers de la dette pour tout le continent.

A ce propos, le ministre de l'économie a plaidé pour "un changement d'optique" quant à ce problème. "On ne peut continuer à payer cet engagement au prix du sacrifice des peuples". Concernant la dette du Nicaragua, le dirigeant sandiniste a affirmé qu'elle "doit être remise, oubliée et graciée".

UN BILAN EN JUILLET

Le comité nicaraguayen d'amitié, de solidarité et pour la paix (CNASP) vient d'appeler le mouvement de solidarité à une troisième rencontre internationale à Managua en juillet prochain, dans le cadre des célébrations du dixième anniversaire du triomphe de la révolution.

Cette rencontre, à laquelle sont attendus des représentants des comités d'Europe, d'Amérique latine, des Etats-Unis et du Canada aura lieu du 20 au 22 juillet. En même temps se tiendra la cinquième fête de la solidarité dont le but est "d'exposer au peuple nicaraguayen le travail de la solidarité durant ces dix années ainsi que les réalités vécues par d'autres peuples en lutte".

Patricia Elvir, secrétaire générale du CNAPS, a déclaré à l'ANN que "cette rencontre revêtira une importance significative pour le présent et le futur du mouvement de solidarité". "Mieux le mouvement de solidarité connaîtra les perspectives de la révolution, mieux il pourra planifier ses projets pour le futur", a-t-elle ajouté.

Durant ces dix dernières années, seulement deux rencon-

tres similaires ont eu lieu au Nicaragua. La dernière s'est tenue en 1983 et, "après avoir franchi une étape cruciale pour la révolution populaire, nous estimons nécessaire de faire étape cruciale pour la révolution populaire, nous estimons nécessaire de faire ensemble un bilan d'évaluation du travail effectué" précise l'appel du CNASP. Chaque comité pourra être représenté à cette rencontre, la participation devant être communiquée avant le 1er mai.

"La situation économique est difficile et les problèmes d'infrastructure exigent programmation et créativité, mais aujourd'hui la révolution et le mouvement de solidarité se connaissent mieux mutuellement qu'il y a quelques années, ce qui laissent augurer de bons résultats" a conclu P. Elvir.

L'agence de presse du Nicaragua, ANN Agencia Nueva Nicaragua, Apartado 435, Managua, Nicaragua. Tel. 505-2-2'32'78. Télex: 375-1018, publie également des bulletins hebdomadaires en allemand. Directeur: Roberto García Bòza.

Prix annuel pour particuliers : Ffrs 450.--/Sfrs 135.--
pour comités de solidarité : Ffrs 700.--/Sfrs 250.--
pour institutions : Ffrs 1'000.--/Sfrs 350.--

UN PAIEMENT SEMESTRIEL EST POSSIBLE

Vous pouvez vérifier la durée de votre abonnement par le biais du numéro du bulletin qui figure au-dessus de votre nom sur l'étiquette d'envoi.

Editeur: Martin Muheim. Rédactrice responsable à Zurich: Alma Noser. ANN Agencia Nueva Nicaragua, case postale 236, CH-8042 Zurich.

